



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 1**

**de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Congo pour 2021**

**Document d'action Congo Digital - Projet de blending pour la transformation numérique**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	<b>Congo Digital - Projet de blending pour la transformation numérique</b> Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/43613 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Congo
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021 – 2027 pour la République du Congo
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	Domaine prioritaire 1 du PIP en République du Congo 2021-2027: « Gouvernance économique et transition vers une économie verte, diversifiée et digitalisée »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	(151) Gouvernement & Société civile-générale ; (321) Industrie ; (331) Politiques et réglementations commerciales
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal: 9 « industrie, innovation et infrastructures » Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: 1 « pas de pauvreté », 3 « bonne santé et bien-être », 4 « éducation de qualité », 5 « égalité entre les sexes », 8 «travail décent et croissance économique », 10 « inégalités réduites » et 16 «paix, justice et institutions efficaces »
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	151 - Gouvernement & Société civile-générale – 35 %

	321 - Industrie – 35 % 220 - Communications – 30 %			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	40000 – organisations multilatérales/banques de développement/institutions européennes			
<b>9. Objectifs de dépense</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA  Coût total estimé 50 000 000 EUR  Montant total de la contribution du budget de l’UE: 15 000 000 EUR  Cette action est cofinancée en parallèle par: - Institution financière chef de file: pour un montant de 20 000 000 EUR - Autres institutions financières de développement / secteur privé (encore à sécuriser) : 15 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion) <sup>1</sup>	Modalité de projet  Contribution à Africa Investment Platform (AIP)  Cette contribution à la plateforme régionale de financement mixte, Africa Investment Platform (AIP), est mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées à l’annexe du présent document d’action, conformément à la procédure d’attribution de la plateforme - Regional Blending Facility Platform.			

## 1.2 Résumé de l'Action

La présente action vise à appuyer la transformation numérique en République du Congo, dont l'économie reste fortement dominée par la production et l'exportation de pétrole. Même si aujourd'hui le taux de pénétration d'internet dans la population est encore faible, l'économie numérique contribue déjà à hauteur de 4% au Produit intérieur brut (PIB) du pays. Son potentiel pour soutenir la diversification économique, la création d'emplois décents et l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires est donc énorme. C'est pourquoi, le Plan national de développement (PND) 2018-2023 souligne le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la diversification de l'économie et dans le développement du pays. Dans la stratégie « Congo Digital 2025 »<sup>2</sup> le pays a précisé comment il cherche à devenir une référence digitale en Afrique centrale. Au moment où la République du Congo compte réformer son secteur numérique et moderniser le système d'information de son administration publique, il y a une fenêtre d'opportunité stratégique pour promouvoir un modèle européen pour l'espace numérique et les infrastructures publiques.

Alignée sur le PND et la stratégie « Congo Digital 2025 », cette action porte à la fois sur un projet d'investissement d'une institution de financement du développement sélectionnée en *blending* et sur de co-financements d'autres acteurs (y compris le secteur privé), afin de soutenir la transformation numérique au Congo. La conception détaillée de cette action se base sur les résultats d'une étude financée par la Banque européenne d'investissement (BEI), sur demande du Gouvernement, et pour laquelle un accord de coopération avec la République du Congo a été signé en 2020.

<sup>1</sup> Art. 27 NDICI.

<sup>2</sup> Stratégie nationale de développement de l'économie numérique du Congo baptisée « Vision Congo Digital 2025 », approuvée en conseil des Ministres en date du 02 Mai 2019 et publiée par décret N-2019-150 du 17 Juin 2019.

L'étude a été achevée en mai 2021 et le rapport final est en cours de finalisation. Il en découle entre autres que la réussite d'une action d'appui exige un renforcement institutionnel des acteurs concernés à travers la fourniture d'une assistance technique. À cet effet, l'objectif spécifique sur l'e-gouvernance a notamment été renforcé et des possibles interventions ont été explorées avec le pays partenaire.

L'action vise à réaliser quatre objectifs spécifiques: (i) infrastructures numériques: contribuer à renforcer le réseau de transmission national et international ainsi que la capacité nationale de traitement et de stockage des données ; (ii) capital humain: contribuer à combler la fracture en matière de compétences numériques, d'alphabétisation numérique, d'accès à l'information et de la formation professionnelle ; (iii) services numériques: promouvoir l'accès aux services numériques pour les citoyens et les entreprises, rendant ainsi le pays plus attrayant pour les investisseurs ; et (iv) e-gouvernance: promouvoir une meilleure gouvernance basée sur des solutions numériques et contribuer au développement d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique, selon les standards européens.

Une contribution de l'UE d'un montant maximum de 15 000 000 EUR permettra de financer la réalisation d'activités visant à contribuer à ces objectifs spécifiques. Au sein de l'action globale, la contribution de l'UE en blending permettra de renforcer les aspects socio-économiques de la transformation numérique, et notamment les objectifs spécifiques (ii) capital humain ; (iii) services numériques et (iv) e-gouvernance. La composante structurelle du projet – (i) infrastructure numérique - sera couverte principalement par des prêts de l'institution financière chef de file sélectionnée et du co-financement d'autres acteurs, y compris d'autres institutions financières et du secteur privé.

Dans la mise en œuvre de ses activités, cette action accorde une attention particulière au renforcement du rôle des femmes dans la transformation numérique et vise notamment à éliminer les contraintes pour des emplois de meilleure qualité en assurant l'égalité d'accès à la formation aux compétences numériques, contribuant ainsi à la priorité de l'autonomisation économique des femmes.

Il est particulièrement important de combler le manque de main-d'œuvre qualifiée, dotée de compétences qui lui permettent de réussir dans une économie moderne, afin de pouvoir réaliser le potentiel de la transformation numérique comme source directe et indirecte d'emplois et comme catalyseur d'une croissance plus inclusive. Le climat des affaires est particulièrement défavorable et les risques d'investir au Congo sont perçus comme très élevés. Un meilleur accès aux services numériques pour les entreprises et les citoyens rendra le pays plus attrayant pour les entreprises et les investisseurs afin de diversifier l'économie. Il permettra également aux personnes vivant dans des situations vulnérables et à celles qui vivent dans des zones éloignées de participer davantage au développement socio-économique du pays. La promotion d'une meilleure gouvernance grâce aux solutions numériques contribuera à une prestation efficace des services publics aux citoyens et aux entreprises, à une gestion plus efficace des ressources publiques, et à la promotion d'une culture de dialogue, de transparence, de participation et à la lutte contre la corruption. La contribution de l'action à l'élaboration d'un cadre réglementaire selon les standards européens pour l'économie numérique au Congo, par exemple en termes de protection des données, de liberté d'expression et de respect de la vie privée, constitue une opportunité importante de promouvoir les valeurs et les normes européennes à travers le monde. En contribuant à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'économie numérique fondé sur des normes internationales, la création des conditions équitables (« level playing field ») pour les investisseurs est également soutenue.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

**L'économie de la République du Congo (Congo) est peu diversifiée et dominée par le secteur pétrolier, qui représente 86 % des exportations en 2020 et des recettes provenant du secteur pétrolier constituent d'environ 66 % du budget public.** Cette situation rend l'économie du Congo très vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole et des niveaux de production pétrolière. En même temps, les objectifs mondiaux pour réduire les émissions de carbone et promouvoir les énergies renouvelables signifient qu'une économie basée sur la production pétrolière n'a pas d'avenir à long terme. En raison de la pandémie de COVID-19 et de la forte baisse des prix du pétrole, une sévère contraction économique de 8,9 % a été enregistrée en 2020. L'économie congolaise était déjà en détresse avant l'éruption de la pandémie COVID-19 et la chute des prix du pétrole. La dette publique d'environ 100 % du PIB en 2020 reste insoutenable malgré les efforts pour restructurer la dette et les recettes importantes provenant du secteur pétrolier. Le

climat des affaires en République du Congo est particulièrement défavorable, avec un classement du pays au rang 180 sur 190 pays dans le « Doing Business Index » de la Banque mondiale en 2020.

**Alors que le PIB par habitant du pays d'environ 2 359 USD (en 2019) place le Congo parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, environ 40,9 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en raison du caractère non redistributif de l'économie congolaise.** Un écart important entre les zones urbaines et rurales peut être constaté, avec un taux de pauvreté d'environ 69,4 % dans les zones rurales. En 2019, l'indice de développement humain était de 0,574, classant le Congo au 149<sup>e</sup> rang sur 190 pays. Le chômage des jeunes (15-29 ans) reste très élevé, avec une estimation d'avant la crise d'environ 26 %. Les premières analyses de l'impact de la crise COVID-19 montrent que les groupes défavorisés et vulnérables sont particulièrement touchés. Par conséquent, il est attendu que la pauvreté et le chômage augmentent, avec de plus en plus de ménages vulnérables tombant dans la pauvreté.

**La République du Congo a actuellement un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 94,8 %, mais le taux de pénétration d'internet n'est estimé qu'à environ 8,6 % (2018).** Néanmoins, le secteur du numérique contribue désormais aujourd'hui déjà à plus de 4 % du PIB et son potentiel de contribution au développement du pays est énorme. Le pays est connecté au système de câbles sous-marins à fibres optiques de l'Afrique de l'Ouest (African Backbone Initiative) et des efforts sont en cours pour améliorer le réseau national de fibres optiques. Bien que la couverture géographique des réseaux mobiles à large bande ait considérablement augmenté, l'utilisation de services internet à haut débit reste entravée par le niveau relativement élevé des prix. Les téléphones portables sont le principal dispositif pour accéder à l'internet et aux services numériques. Par rapport à 2018 les prix de l'internet haut débit ont déjà baissé, mais en octobre 2020 le prix moyen d'un forfait de données de 1 GB représentait encore 3,86 % du revenu mensuel moyen. Bien que cela soit inférieur aux 8,42 % pour la moyenne régionale, il est encore considéré cher par rapport aux pays leaders de la région subsaharienne et aux initiatives « 1 pour 2 » pour un internet abordable (où le prix des données mobiles de 1 GB est à 2 % ou moins du revenu mensuel moyen). En ce qui concerne le haut débit fixe, le taux de pénétration pour les abonnements des ménages à l'internet haut débit est inférieur à 1 % par rapport à la moyenne régionale de 8 %. Il existe un risque de fracture numérique chronique si les efforts visant à élargir la couverture des réseaux à haut débit dans les zones rurales et les zones mal desservies ne sont pas intensifiés et si l'accès à l'internet n'est pas rendu plus abordable.

**Le Congo dispose d'une population majoritairement jeune en âge de travailler (la tranche d'âge entre 15 et 35 ans constitue 38,1 % de la population) qui reste peu qualifiée et non formée.** Entre 2010 et 2020, la valeur de l'Indice du développement humain (IDH) du Congo est passée de 0,41 à 0,42. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne (ASS) mais inférieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La faible valeur de l'IDH du Congo, indique des résultats d'apprentissage modestes de la part des jeunes et entrave l'acquisition des compétences de base essentielles pour le marché du travail. En effet, le système éducatif formel a particulièrement peu à offrir aux jeunes en termes de formation pour améliorer leur employabilité dans des domaines essentiels pour pouvoir réussir dans l'économie numérique. Au niveau de l'enseignement supérieur formel et de la formation professionnelle, les offres publiques et privées sont très limitées, fragmentées et il y a un manque d'enseignants et de formateurs qualifiés.

**Les inégalités basées sur le genre sont répandues en République du Congo et placent les femmes et les filles dans une position moins favorable que les hommes et les garçons.** Certaines normes sociales placent les hommes et les garçons au centre des politiques de développement et imposent des restrictions dans la vie des femmes, telles qu'un accès plus difficile au marché du travail (le taux de femmes actives âgées de plus de 25 ans s'élevait en 2017 à 68,4 %) et à une rémunération adaptée, engendrant plus de pauvreté chez les femmes.

**Une faible gouvernance et le manque de capacité de l'administration à fournir des services publics à ses citoyens et aux entreprises restent des défis essentiels et les solutions numériques peuvent contribuer à les résoudre.** La gouvernance congolaise est caractérisée entre autres par un manque de transparence et d'accès à l'information, une mauvaise gestion des fonds publics, la corruption et la bureaucratie, qui sont également parmi les principales raisons pour le climat des affaires particulièrement défavorable. Le système d'information de l'administration congolaise est peu développé, fragmenté et lorsque des systèmes sont disponibles, ils manquent d'interconnexion. Les efforts de digitalisation du secteur public se sont principalement concentrés sur les systèmes de back-office de l'administration centrale, et les besoins restants ainsi que le potentiel d'amélioration de la gouvernance par l'informatisation de l'administration sont énormes. La plupart des entités de l'administration centrale et des autorités locales ont une présence en ligne, mais les services électroniques sont très limités pour les citoyens et les entreprises. En même temps,

le pays est confronté au besoin de développer un cadre réglementaire stable et fiable pour l'économie numérique, qui corresponde aux normes internationales, notamment à celles de l'UE.

**La transformation numérique en République du Congo est actuellement accompagnée par certains partenaires techniques et financiers (PTF), mais des efforts renforcés sont nécessaires afin de pouvoir exploiter son potentiel pour un développement socio-économique plus égalitaire et durable.** Au niveau des infrastructures, le projet « Central Africa Backbone » (CAB) est un projet de coopération entre la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement (BAD), qui a pour but de développer le maillage régional en fibre optique au moyen d'infrastructures de télécommunication des pays de la sous-région. Pour la mise en œuvre de la composante nationale, le Congo a obtenu un financement de 20 000 000 USD de la BM pour la première phase du programme et un financement de 52 000 000 EUR accordé par la BAD pour la deuxième phase du programme. Des appuis financiers et techniques sont également apportés pour la modernisation des systèmes d'information de l'Administration. Plusieurs projets de la BM visent notamment à appuyer la modernisation du système d'information du Ministère des finances. Le développement et la mise en œuvre d'un Système informatique de vérification de la légalité (SIVL) du bois est appuyée par l'UE. En 2021 la BM a effectué une mission d'identification pour la préparation d'un nouveau programme (Digital Economy Acceleration) avec un budget d'environ 100 000 000 USD.

Tous les efforts visant à accélérer la transformation numérique passent au premier plan dans le contexte de la crise du COVID-19 et d'autres urgences de santé publique similaires, car les technologies numériques offrent la seule possibilité pour le gouvernement, les entreprises et les particuliers d'assurer la continuité des activités, de prévenir les interruptions de service et de faire face à la distanciation sociale par le travail à distance.

#### **Analyse des politiques et des stratégies du pays partenaire :**

Le développement d'une économie numérique dynamique et résiliente est une partie intégrante de la stratégie de diversification économique du Congo. L'actuel plan national de développement (PND 2018-2022) s'engage à favoriser un climat de diversification économique porté par le secteur privé, en particulier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), et définit les priorités de développement du pays, notamment la gouvernance, le capital humain, le développement des infrastructures et la prestation de services. Plus précisément, l'action est alignée sur les axes suivants du PND: axe 1 (E. Gouvernance économique); axe 2 (C. Enseignement technique, professionnel et formation qualifiante) et ses secteurs d'accompagnement.

En 2019, le Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique a adopté la vision stratégique de digitalisation « Congo Digital 2025 », chargeant la Direction générale de l'économie numérique (DGDEN) de piloter la mise en œuvre du plan national. Avec la vision de « lier le Congo au développement de l'économie numérique ». La stratégie est basée sur trois piliers : (i) services numériques centrés sur le citoyen (e-citoyen) ; (ii) soutien au secteur privé (e-business) ; et (iii) accélération de l'adoption de l'e-gouvernement. Cette stratégie ambitionne d'engager le Congo vers l'innovation numérique pour en faire une référence digitale en Afrique centrale.

Bien qu'un effort significatif ait été fait sur plusieurs fondations de l'économie numérique, le Congo est toujours à la traîne en ce qui concerne les plateformes numériques, un facteur clé pour accélérer l'adoption de l'e-gouvernance et il reste encore un grand besoin en ce qui concerne la modernisation des systèmes d'information de l'administration du Congo. En même temps, il est encore nécessaire de promouvoir un accès équitable et abordable à une connexion haut débit et des services numériques de bonnes qualités. Une mise à jour de l'actuelle stratégie nationale pour l'économie numérique et de son plan d'action élaboré devrait être publiée en 2022.

Le gouvernement congolais a lancé plusieurs projets nationaux et régionaux d'infrastructure de fibre optique afin de positionner le Congo comme hub de transmission régionale et d'améliorer l'accès aux services à haut débit, mais il faut faire davantage pour que l'infrastructure réalise son plein potentiel, en mobilisant les investissements et l'expertise publique et privé. Le Congo fait partie des efforts régionaux visant à améliorer la connectivité internationale et la résilience de l'infrastructure internationale des télécommunications. Le pays s'est connecté au Système de câble ouest-africain (West Africa Cable System - WACS) et bénéficie d'une connexion internationale renforcée avec le Gabon grâce à l'initiative « Central Africa Backbone » (CAB), et sous cette initiative des connexions avec le Cameroun et la République centrafricaine sont en cours de construction.

Afin de garantir l'appropriation et l'engagement du pays partenaire, la BEI a signé en 2020 un accord de coopération avec la République du Congo lié à une étude exploratoire pour les investissements visant à soutenir la transformation numérique en République du Congo. L'étude fournit un schéma directeur et une analyse de faisabilité de la

modernisation des systèmes d'information de l'administration ainsi qu'une analyse de faisabilité portant sur le renforcement des réseaux de transmission nationaux et internationaux et de l'infrastructure des centres de données. Par conséquent, les résultats de cette assistance technique serviront de base pour cette action et le projet sous-jacent, qui seront à ce titre en complémentarité avec les diverses interventions déjà réalisées par les PTF ainsi que les nouvelles initiatives en cours de préparation dans le secteur. La Délégation de l'UE a organisé un large processus de consultation afin de définir les priorités pour le programme de coopération UE-Congo 2021-2027 et le potentiel de la digitalisation pour la diversification de l'économie, et l'amélioration de la gouvernance a été soulignée à plusieurs reprises par différentes parties prenantes, ainsi que la nécessité de développer les compétences numériques.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes:

L'action vise à contribuer à la résolution des problèmes spécifiques suivants: (i) la faiblesse des infrastructures numériques existantes en termes de connexion internationale, de réseau national de transmission, et de capacité nationale de traitement et de stockage des données ; (ii) la fracture numérique en termes de manque de compétences numériques au sein de la population active et d'accès aux formations professionnelles correspondantes ; (iii) l'accès limité aux services numériques pour les citoyens et les entreprises ; et (vi) les faiblesses de la gouvernance et le climat des affaires particulièrement défavorable.

L'infrastructure numérique existante est insuffisante pour réaliser le potentiel de la transformation numérique en République du Congo. Le pays doit encore développer une capacité de traitement et de stockage des données au niveau national. Le réseau actuel de fibre optique n'atteint pas encore tous les chefs-lieux de département et doit être étendu afin d'atteindre également les zones rurales. La connexion internationale actuelle du Congo est vulnérable aux pannes et des connexions interrégionales renforcées sont nécessaires. Le chômage et la pauvreté des jeunes sont en augmentation dans le contexte de la crise actuelle et la trajectoire de développement actuelle du pays est caractérisée par l'inégalité et par un manque systématique d'inclusion. Il est particulièrement important de combler le manque de main-d'œuvre qualifiée, dotée de compétences qui lui permettent de réussir dans une économie numérique, afin de pouvoir exploiter la transformation numérique comme source directe et indirecte d'emplois et comme catalyseur d'une croissance plus inclusive. Une population dont les compétences correspondent aux besoins des employeurs est en outre essentielle pour améliorer le climat des affaires, qui est particulièrement défavorable, et les risques d'investir au Congo sont perçus comme très élevés. Un meilleur accès aux services numériques pour les entreprises et les citoyens pourrait rendre le pays plus attrayant pour les entreprises et les investisseurs afin de diversifier l'économie. Il pourrait également permettre aux personnes moins privilégiées et à celles qui vivent dans des zones éloignées de participer davantage au développement socio-économique du pays. Les faiblesses de la gouvernance au Congo restent un obstacle tant pour la fourniture de services publics aux citoyens que pour l'amélioration du climat des affaires en général. Les solutions numériques peuvent contribuer par exemple à l'amélioration de la coordination interministérielle, de la transparence et de la gestion des finances publiques et de la prestation efficace des services publics aux citoyens et aux entreprises.

**Principales questions transversales :** Cette action vise à contribuer aux objectifs du premier domaine prioritaire du Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour la République du Congo: « Gouvernance économique et transition vers une économie verte, diversifiée et digitalisée ». Les secteurs clés du CAD pour cette action sont : (321) Industrie ; (151) Gouvernement & Société civile-générale ; (220) Communications. Cette action est également en cohérence avec le Plan d'action Genre (Gender Action Plan - GAP)<sup>3</sup> III (2021-2025) et le secteur thématique de la digitalisation.

Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par la pauvreté et le chômage. Compte tenu de l'inégalité de leur accès à l'éducation et aux revenus du ménage, elles sont aussi moins susceptibles de participer aux espaces numériques. L'autonomisation économique des femmes reste un défi vu les contraintes qui existent pour que les femmes puissent accéder à des emplois de qualité et à des formations en compétences numériques qui visent à améliorer l'accès au marché du travail et la qualité des emplois. L'économie actuelle du pays est caractérisée par des inégalités systématiques et par un manque de redistribution des revenus importants, provenant principalement du secteur pétrolier, à l'ensemble de la population. La lutte contre le changement climatique et la protection de

<sup>3</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil concernant le Plan d'action Genre de l'Union européenne (GAP) III – un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne. Ref. SWD(2020) 284 final.

l'environnement sont des priorités pour la République du Congo et l'UE. Cette action contribuera indirectement à ces objectifs et l'impact environnemental des interventions dans le cadre de cette action sera réduit. Les éventuels effets négatifs de la digitalisation renforcée sur l'environnement, notamment en termes d'augmentation de la consommation d'énergie et de déchets électroniques, seront abordés de manière spécifique dans le cadre des autres interventions de l'UE en raison des contraintes de cette action (voir ci-dessous).

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

L'État de la République du Congo (autorités nationales et locales) est une partie prenante principale de l'action, notamment à travers le Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique, qui est chargé du cadre réglementaire nécessaire pour exploiter le potentiel de l'économie numérique, et son Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), qui doit notamment améliorer l'accès aux services numériques, ainsi que les organismes publics chargés du développement économique et de la formation technique et professionnelle. Parmi les autres parties prenantes clés, on peut citer les acteurs publics, semi-publics, la société civile et les opérateurs privés, qui sont actifs dans le secteur numérique. Les principaux opérateurs internet sont l'entreprise semi-publique Congo Telecom et les entreprises privées Airtel, Canal+ et MTN, qui sont des co-financeurs potentiels de l'action. Les organisations de la société civile sont concernées par la transformation numérique par exemple en ce qui concerne la promotion de la protection des données, le respect de la vie privée, la lutte contre la désinformation et le développement des compétences digitales. Les autres partenaires techniques et financiers qui interviennent dans ce domaine sont également des parties prenantes importantes, notamment la Banque mondiale, qui fait partie des entités susceptibles de cofinancer certaines des interventions lancées par la Banque européenne d'investissement (BEI). Les bénéficiaires directs sont les citoyens et citoyennes du Congo, habitant dans les centres urbains et régions rurales cibles des projets, qui bénéficieront notamment d'une meilleure connexion numérique, d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande employabilité pour l'économie numérique

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de développer le potentiel lié à la transformation numérique en République du Congo en tant que source directe et indirecte d'emplois, catalyseur d'un développement socio-économique plus inclusif, vecteur d'amélioration de l'employabilité de la jeunesse congolaise, d'une meilleure gouvernance et d'un climat d'affaires propice à l'essor du secteur privé.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

1. Infrastructures numériques: contribuer à renforcer les réseaux de transmission nationaux et internationaux ainsi que la capacité nationale de traitement et de stockage des données.
2. Capital humain: contribuer à combler la fracture numérique en matière de compétences numériques, d'alphabétisation numérique, d'accès à l'information et de la formation professionnelle.
3. Services numériques: promouvoir l'accès plus équitable aux services numériques pour les citoyens/citoyennes et les entreprises, rendant ainsi le pays plus attrayant pour les investisseurs (climat des affaires).
4. E-gouvernance: promouvoir une meilleure gouvernance basée sur des solutions numériques et contribuer au développement d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique fondé sur des standards internationaux.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

*Produits contribuant à l'effet attendu 1 (ou objectif spécifique 1) :*

- 1.1 Des réseaux de transmission domestique en fibre optique sont renforcés et étendus pour pouvoir désenclaver également les zones rurales et la connectivité internationale du Congo est améliorée.
- 1.2 La capacité de traitement et de stockage des données au niveau national est renforcée, améliorant la souveraineté des données.

*Produits contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) :*



2.1 La qualité et l'offre de formations professionnelles et d'enseignement supérieur en matière de compétences numériques est améliorée et l'accès équitable pour les femmes est promu.

2.2 Des solutions numériques pour une meilleure gouvernance et des services publics liés à l'enseignement public sont introduits et soutiennent la réforme du système éducatif.

*Produits contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) :*

3.1 Des nouveaux services numériques centrés sur les besoins des citoyens et des entreprises sont introduits.

3.2 La disponibilité et l'accessibilité de services numériques spécialisés, l'accès à l'information et la transparence sont améliorés.

*Produits contribuant à l'effet attendu 4 (ou objectif spécifique 4) :*

4.1 La fourniture de services publics est améliorée et plus efficace en raison des solutions numériques apportées et d'un renforcement des capacités.

4.2 Des systèmes administratifs interopérables et interconnectés facilitant l'échange électronique de données et simplifiant les procédures administratives sont introduits et le système d'information public est résilient.

4.3 L'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique conforme aux normes européennes est encouragée et la *cyber-sécurité* est promue et appuyée.

La contribution de l'UE en *blending* permettra d'adresser davantage les aspects socio-économiques de la transformation numérique, en se concentrant principalement sur les objectifs spécifiques (ii) capital humain ; (iii) services numériques ; et (iv) e-gouvernance. La composante structurelle du projet - (i) infrastructure numérique - sera couverte principalement par des prêts de l'institution financière chef de file sélectionnée et par du co-financement d'autres acteurs, y compris d'autres institutions financières et du secteur privé.

### 3.2 Activités indicatives

À titre indicatif, les principales activités qui peuvent être réalisées dans le cadre de cette action sont classés dans les catégories suivantes:

- Projets infrastructurels: il s'agit des projets de base nécessaires pour la mise à niveau, l'augmentation de la résilience et le renforcement et l'expansion de l'infrastructure numérique nationale afin de pouvoir réaliser le potentiel de la transformation numérique au Congo. Il s'agit également de projets nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie des systèmes et services d'information de l'administration publique congolaise, d'un point de vue infrastructurel ;
- Projets à impact citoyen: il s'agit des projets qui touchent des secteurs tels que la formation professionnelle et l'enseignement, la santé et les services numériques pour les citoyens, à impact direct sur le quotidien et la qualité de vie du citoyen ;
- Projets à impact économique: il s'agit des projets qui impactent la diversification économique et le climat des affaires et qui touchent des secteurs tels que l'industrie, le tourisme et l'agriculture ;
- Projets pour la bonne gouvernance et le fonctionnement de l'État: il s'agit des projets dont l'objectif est d'améliorer la gouvernance, la collaboration, l'efficacité et la gestion de l'administration congolaise ;
- Assistance Technique pour l'appui à la mise en œuvre du projet.

### 3.3 Intégration des questions transversales

Cette action vise à contribuer aux objectifs de développement durable (ODD) 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10 et 16 de manière intégrée et interconnectée. En ce qui concerne l'ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures - l'action contribue notamment à promouvoir la transformation numérique en améliorant l'accès aux services numériques et en favorisant les innovations fondées sur des solutions numériques. La composante infrastructure numérique de l'action met particulièrement l'accent sur la résilience et le renforcement du réseau de transmission national et de la connexion internationale de télécommunications. La promotion de la transformation numérique à travers cette action vise en outre à contribuer à la diversification de l'économie congolaise basée sur une promotion du développement des petites et moyennes entreprises et industries au Congo.

En outre, l'action contribue à l'ODD 1 - Pas de pauvreté ; l'ODD 3 - Bonne santé et bien-être; l'ODD 4 - Éducation de qualité ; l'ODD 5 - Égalité des sexes ; l'ODD 8 - Travail décent et croissance économique ; et l'ODD 10 - Inégalités

réduites. D'une part, l'action cible la promotion d'une main-d'œuvre qualifiée capable de prospérer dans une économie numérique grâce à des formations professionnelles spécialisées qui mettent l'accent sur les compétences numériques conformément aux exigences des entreprises. D'autre part, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, ainsi que sur le travail décent, l'action vise à contribuer à la réduction des inégalités, tant en termes économiques qu'en termes de genre.

La promotion d'une meilleure gouvernance grâce aux solutions numériques va contribuer aux objectifs ci-dessus, notamment grâce à une amélioration du climat des affaires, à une gestion plus efficace du secteur de la santé et de l'enseignement public, et à la promotion d'une culture de dialogue, de transparence et de lutte contre la corruption. Ce faisant, l'action vise également à contribuer à l'ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces; notamment pour atteindre ses cibles liées à la mise en place d'institutions publiques efficaces et responsables et à la réduction de la corruption sous toutes ses formes.

### **Protection de l'environnement et changement climatique**

De manière générale, l'appui de l'UE à la transformation numérique au Congo s'inscrit dans une démarche plus large visant à soutenir la transition vers une économie verte et diversifiée, et une meilleure gouvernance.

L'économie numérique est considérée comme une alternative essentielle aux secteurs économiques à forte intensité de ressources et ayant un impact environnemental élevé, plus particulièrement la production pétrolière.

Les considérations relatives à l'environnement et au changement climatique seront donc prises en compte dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des activités spécifiques de cette action. Les impacts environnementaux des activités seront réduits autant que possible, des solutions d'énergie renouvelable seront explorées, comme la possibilité d'utiliser l'énergie solaire pour une éventuelle centre de données, et le développement des solutions numériques intelligentes aux problèmes environnementaux sera promue. L'action développera et appliquera une méthodologie pour la gestion des déchets issus des équipements fournis dans le cadre de ses interventions. Une évaluation des incidences et une analyse de l'impact sur l'environnement seront effectuées pour la composante infrastructure.

Les potentiels impacts environnementaux négatifs d'une digitalisation renforcée, notamment en termes d'augmentation de la consommation d'énergie et de déchets électroniques, seront abordés de manière spécifique dans le cadre des autres interventions de l'UE en raison des contraintes de cette action (notamment dans le cadre du programme pour les villes résilientes, avec un volet sur la gestion des déchets, et du programme dédié à la promotion des énergies renouvelables au Congo).

Une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) et une évaluation des risques climatiques seront réalisées à une étape ultérieure, notamment lorsque les projets pour le volet portant sur l'infrastructure numérique seront définis.

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action accorde une attention considérable au renforcement du rôle et participation des femmes dans la transformation numérique. Comme mentionné ci-dessus, les femmes et les filles sont particulièrement confrontées à une situation de vulnérabilité économique et de discrimination systémique concernant l'éducation et l'emploi qualifié. Par conséquent, l'action contribuera à éliminer les contraintes pour des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en assurant l'égalité d'accès à la formation aux compétences numériques qui visent à améliorer l'accès au marché du travail, contribuant ainsi à la priorité de l'autonomisation économique des femmes. Une forte participation des femmes et des jeunes filles est donc envisagée pour des activités de formation soutenues dans le cadre de cette action (établissement de quotas par sexe). Elle vise à renforcer également l'accès des femmes aux services administratifs publics et assure une représentation égale des femmes bénéficiaires et de leurs besoins spécifiques en matière de services numériques tout au long du projet. Par conséquent, cette action mettra particulièrement l'accent sur le renforcement de la voix et de l'action des femmes en stimulant leur participation aux espaces numériques (en tant qu'utilisatrices des services, travailleuses dans le secteur numérique, et dans la prise de décisions, etc.).

### **Droits de l'homme**

Le respect des droits humains en République du Congo reste un défi, notamment en ce qui concerne les minorités, les personnes vivant dans des situations vulnérables et les peuples autochtones. Cette action vise à contribuer indirectement à l'amélioration de la situation des droits humains en favorisant une meilleure gouvernance basée sur

des solutions numériques, renforçant la transparence et l'accès à l'information, la participation des citoyens, la non-discrimination et la redevabilité politique. Les solutions numériques pour l'administration publique sont à développer de manière à augmenter la responsabilité des institutions publiques, notamment par la traçabilité, la documentation et le partage d'informations.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que les problématiques liées au handicap seront abordées de manière transversale tout au long des activités de l'action, mais pas en tant qu'objectif spécifique de l'action. En particulier, l'augmentation de la connectivité et la disponibilité d'emplois qualifiés dans l'économie numérique peuvent également créer des emplois mieux adaptés, par exemple, aux personnes souffrant de handicaps qui les rendent moins mobiles.

#### **Démocratie**

Comme pour les droits de l'Homme, cette action vise à contribuer indirectement au développement d'un système démocratique légitime par une meilleure gouvernance basée sur des solutions numériques et par la promotion d'une culture de la transparence, du dialogue (participative), de la non-discrimination, de la redevabilité politique et du partage de l'information.

#### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

La composante infrastructure de télécommunication de l'action vise activement à renforcer la résilience du réseau de transmission congolais et de la connexion internationale, ainsi qu'à réduire la vulnérabilité en améliorant la capacité nationale de stockage des données numériques. L'action a également pour objectif de renforcer la résilience de l'économie congolaise et de ses employés aux chocs économiques externes, notamment sous la forme de fluctuations des prix du pétrole, en contribuant à la diversification économique et en améliorant les compétences numériques des jeunes congolais, en particulier des femmes.

#### **Réduction des risques de catastrophes**

La diffusion d'une infrastructure numérique de soutien et un meilleur accès aux services numériques - tels que les réseaux sans fil à large bande, les smartphones et l'informatique en nuage - visent à créer les bases pour l'application des technologies et innovations numériques pour la gestion des catastrophes en République du Congo. La pandémie actuelle de COVID-19 souligne en outre l'importance de favoriser l'émergence d'une économie numérique, notamment pour les transactions à distance et la réponse à la crise.

#### **Autres considérations, le cas échéant : la société civile**

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important dans la transformation numérique au Congo et seront donc associées à la mise en œuvre des activités de cette action. Le type exact d'implication dans les différentes activités réalisées dans le cadre de cette action sera défini ultérieurement. En ce qui concerne le développement des compétences numériques, à titre indicatif par exemple, des OSC (dont celles de jeunes) qui sont actives dans le domaine des formations professionnelles seront impliquées. La société civile peut également jouer un rôle pour assurer que les services numériques soient centrés sur les citoyens. En ce qui concerne le cadre réglementaire et l'e-gouvernance, les OSC peuvent jouer un rôle de plaidoyer et de veille par exemple pour la protection des données, le respect de la vie privée dans l'espace numérique et la réduction d'écart digital entre les sexes. Les possibilités pour une implication dans la lutte contre la désinformation en ligne et pour renforcer la redevabilité des autorités seront explorées.

### **3.4 Risques et enseignements tirés**

<b>Categorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
2 & 5	Difficultés dans la coordination de bailleurs et chronologie de la mise en œuvre.	Moyenne	Élevé	Interdépendance des différentes interventions pour promouvoir la transformation numérique en République du Congo. Coordination dans le cadre du Forum des partenaires au développement et initiation des réunions de

				coordination spécialisées pour les bailleurs dans le secteur de la digitalisation.
1 & 4	Manque des capacités des institutions gouvernementales à mettre en place les réformes requises pour la digitalisation du secteur public et le cadre réglementaire.	Élevée	Élevé	Afin de garantir l'appropriation et l'engagement du pays partenaire, la BEI a signé en 2020 un accord de coopération avec la République du Congo pour la transformation numérique. L'assistance technique ciblée vise à remédier au manque de capacités.
1	Instabilité macroéconomique et contexte politique tendu en raison de la situation budgétaire critique du Congo, qui pourrait limiter l'implication et la mobilisation de certaines entités publiques (ministères).	Élevée	Moyen	Les solutions numériques contribueront également à une gestion meilleure et plus efficace des ressources financières publiques. L'UE continue de soutenir le processus visant à trouver un nouvel accord entre le FMI et la République du Congo. La transformation numérique comporte également des perspectives pour la génération de recettes publiques additionnelles provenant de la diversification économique vers une économie numérique et d'une meilleure gouvernance basée sur des solutions numériques. Ces perspectives peuvent également permettre d'assurer la mobilisation des acteurs publics..
1	Manque de participation des femmes aux activités liées à l'amélioration des compétences numériques et de l'employabilité dans l'économie numérique.	Faible	Élevé	Conception des activités tenant compte de la culture locale et les besoins en tant que citoyennes, en particulier des formations, et intégration d'incitations ciblées pour que les femmes et les jeunes filles participent. Analyse de genre du secteur et plan d'action pour impliquer les femmes dans toutes les phases et les activités du projet.
1	Changement du cadre et des modalités de gestion de l'infrastructure de télécommunication.	Moyenne	Moyen	Dialogue politique sectoriel continu.
1	Influence accrue des autres acteurs géopolitiques sur l'espace numérique au Congo et plus grande répression de la liberté d'expression dans l'espace numérique.	Moyenne	Élevé	Dialogue politique sectoriel et assistance technique ciblée pour promouvoir les standards européennes pour un cadre réglementaires pour l'économie numérique.
1	De mesures insuffisantes pour assurer la sécurité des données et garantir le respect de la vie privée dans l'espace numérique.	Moyenne	Élevé	Dialogue politique sectoriel et assistance technique ciblée pour promouvoir les standards européennes pour un cadre réglementaires pour l'espace numérique basé sur le droitshumains.

### Enseignements tirés:

La transformation numérique au Congo est pour le moment principalement soutenue par d'autres acteurs que l'Union européenne. Bien que l'UE n'ait pas été directement engagée dans le secteur du numérique au Congo dans le passé, indirectement l'UE est déjà engagée dans le secteur, comme certains programmes ont des composantes liées à la digitalisation. L'appui de l'UE à la mise en œuvre d'un système d'information national pour la traçabilité et la légalité du bois dans le contexte de l'Accord de partenariat volontaire (APV) entre le Congo et l'UE relatif à l'application des

réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT selon ses sigles en anglais) génère un grand intérêt à travers les ministères en raison de son impact potentiel significatif pour améliorer la gouvernance forestière. Sur cette base, et l'étude de la BEI en cours, ainsi que sur des expériences des autres partenaires, il a été possible de tirer un certain nombre de leçons sur les défis liés à la mise en œuvre efficace de projets numériques au Congo.

Par le passé, les programmes structurants tels que le projet CAB et le Projet de couverture nationale (PCN), principalement axés sur la réalisation d'infrastructures, ont pu atteindre la majorité de leurs objectifs. Ils ont néanmoins fait face à un certain nombre de défis, à savoir certains changements macroéconomiques et sectoriels négatifs, des augmentations de coûts par rapport aux estimations en phase d'évaluation ainsi que des contraintes de capacité institutionnelle. Ces facteurs ont entraîné des retards dans la mise en œuvre de ces programmes, un certain nombre de restructurations notamment pour le projet CAB, ainsi que des difficultés de commercialisation des infrastructures construites liées au PCN (terminé en 2014). Par ailleurs, le manque de coordination entre les acteurs a créé des situations de blocage qui n'ont pu se résoudre qu'après la mise en place d'un cadre de dialogue.

Au regard de ces défis, le gouvernement congolais a démontré la volonté de trouver le meilleur mécanisme fonctionnel pour offrir un espace global et centralisé, proposant des infrastructures et des services numériques aux citoyens tout en renforçant sa gestion administrative par des outils informatiques appropriés. C'est également dans la continuité de cette volonté que la République du Congo a donc engagé une réflexion, assortie de conditions spécifiques nécessaires, visant à offrir aux structures mises en place dans le cadre du développement du numérique, et aux entreprises comme aux administrations publiques, les moyens de mettre en place et d'exploiter tout ou partie de leur système d'information au travers d'une offre de services.

Trois axes de développement ont été identifiés pour y parvenir :

- Une structuration globale de l'environnement informatique de l'État ;
- L'accompagnement dans le changement de pratiques des différents acteurs clés ;
- La mise en œuvre et la bonne coordination des différents projets visant la mise à niveau des systèmes d'informations et des infrastructures connexes.

Compte tenu de ces démarches, l'implication des acteurs principaux dans le cadre de la préparation du projet constitue un avantage pour la gestion future du projet, sous réserve qu'ils y soient associés et qu'il y ait une adhésion totale et continue de ces acteurs dans les phases successives du projet. Pour une mise en œuvre réussie du projet, un renforcement institutionnel des parties prenantes concernées serait également nécessaire via la fourniture d'une assistance technique, qui se concentrerait sur le soutien à la mise en œuvre du projet et sur le renforcement des capacités, le cas échéant. Dans cette perspective, une gouvernance cible de la gestion des systèmes d'information et de service de l'État a été proposée et validée par l'État dans le cadre de l'étude en cours. La dynamique actuelle de coordination, tant des acteurs institutionnels que des principaux PTF, ainsi que les multiples études et audits en cours, offrent une visibilité sur l'état du secteur et les enjeux de court et moyen terme. Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou entrer dans des déclarations ou des déclarations conjointes de coordination des donateurs et peut participer à des structures de coordination des donateurs, dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et pour préserver les intérêts financiers de l'UE. Une coordination étroite avec les principaux PTF et le gouvernement sera assurée, afin de renforcer les synergies entre les projets. Plus globalement, la présente action pourrait être arrimée à l'initiative « Data4Africa » afin de valoriser les approches « Policy first » et « Human centered » et promouvoir en particulier un cadre réglementaire en matière de protection des données inspiré de la réglementation générale sur la protection des données (RGPD) visant à garantir aux citoyens le contrôle de leurs données personnelles.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action vise à ce que les résultats attendus et les activités de ce projet contribuent à la réalisation du potentiel lié à la transformation numérique en République du Congo en tant que source directe et indirecte d'emplois, catalyseur d'un développement socio-économique plus inclusif, vecteur d'amélioration de l'employabilité de la jeunesse congolaise, ainsi que d'une meilleure gouvernance et modernisation de l'administration publique et d'un climat d'affaires plus favorable.

Pour le volet portant sur l'infrastructure numérique en termes de réseaux de transmission (national et international) et de centre de données au niveau national, l'action appuiera des investissements dans l'infrastructure et soutiendra le développement d'un cadre stratégique et technique qui permettra de doter le gouvernement congolais d'un système de réseaux de transmission résilients et évolutifs ainsi que de centres de données numériques et de services connexes pour des besoins nationaux et sous régionaux. Par ailleurs, elle encouragera le cofinancement (y compris de la part d'acteurs privés et d'autres PTF) du développement de l'économie numérique.

Pour le volet capital humain, les interventions de cette action visent notamment à améliorer la qualité et l'offre de formations professionnelles et d'enseignement supérieur relatives aux compétences numériques. Un accent particulier sera mis sur l'accès aux formations pour les jeunes et les femmes. Le type exact d'interventions sera établi au moment de l'élaboration détaillée du projet. Les interventions qui seront explorées comprennent la formation de formateurs, l'assistance technique pour l'amélioration et le développement de curricula et de programmes pour le développement de compétences numériques, et l'accompagnement du développement des solutions numériques pour améliorer la performance du système d'enseignement supérieur publique en matière de compétences numériques. L'accès des institutions éducatives, telles que les universités, aux connexions en fibre optique et leurs capacités numériques pourraient également faire partie des interventions à explorer.

Pour le volet services numériques, un soutien ciblé sera apporté au développement de services électroniques répondant aux besoins des citoyens et des entreprises. Afin de promouvoir un accès plus équitable aux services électroniques, une attention particulière sera accordée aux mesures qui améliorent l'accès des femmes et des jeunes à ces services. Les services en ligne pour les citoyens appuyés par cette action seront « life events centred » et « human centred ». Grâce à des services en ligne nouveaux et améliorés pour les entreprises, l'action contribuera à l'objectif global d'amélioration du climat des affaires et à rendre le pays plus attrayant pour les investisseurs. En promouvant une culture de transparence, de traçabilité, d'accès à l'information et de redevabilité des autorités, l'action soutiendra également la lutte contre la corruption.

Pour le volet e-gouvernance, l'action aura pour objectif d'accompagner le gouvernement congolais, particulièrement le cabinet du Premier ministre, à travers le pôle interministériel des directeurs des systèmes d'information de l'État, à mettre en œuvre sa politique de modernisation des systèmes d'information pour l'ensemble de l'administration visant à atteindre des objectifs d'efficacité opérationnelle et de bonne gouvernance. La bonne mise en œuvre de ce projet et la traduction des résultats attendus en impacts concrets, dépendront en partie de la mise en place d'une gouvernance appropriée pour la gestion des services informatiques et de e-service de l'État, ainsi que d'un accompagnement étroit pour le renforcement des capacités de l'administration publique. L'accent sera mis sur l'interopérabilité et l'interconnectivité des systèmes d'information. Le développement d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique selon les standards européens sera appuyée par un dialogue politique continu et une assistance technique ciblée.

À travers ces interventions prioritaires, qui reposent sur les résultats des études en cours, l'objectif est de permettre une mise à niveau de l'architecture fonctionnelle des systèmes d'information de l'administration publique de manière intégrée, ce qui profitera à terme les utilisateurs, y compris les citoyens, les entreprises et l'Administration.

Des réflexions sont en cours sur les possibilités d'utiliser une garantie du Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+) pour « dé-risquer » ultérieurement (et éventuellement élargir) l'investissement de l'institution de financement du développement sélectionnée ou pour catalyser les financements d'autres acteurs, notamment du secteur privé. Le cas échéant, la provision de garantie comme complémentarité à l'opération de blending sera décidée séparément.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Développer le potentiel lié à la transformation numérique en République du Congo en tant que source directe et indirecte d'emplois, catalyseur d'un développement socio-économique plus inclusif, vecteur d'amélioration de l'employabilité de la jeunesse congolaise, d'une meilleure gouvernance et d'un climat d'affaires propice à l'essor du secteur privé.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pourcentage du PIB lié au secteur numérique.</li> <li>2. Emplois directes et indirectes du secteur numérique (agrégés par sexe).</li> <li>3. Indice « Doing Business » de la Banque mondiale.</li> <li>4. ODD 4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC), par sexe et par type de compétences.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. 4% (2019)</li> <li>2. tbd</li> <li>3. 180 (2020)</li> <li>4. tbd</li> </ol>	Tbd	Tbd	n/a
Effet direct 1	Les réseaux de transmission nationaux et internationaux ainsi que la capacité nationale de traitement et de stockage des données sont renforcés.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de ménages congolais reliés à un réseau de fibre optique.</li> <li>2. Capacité nationale de calcul/traitement et de stockage de données dans des centres de données spécialisés (en KW/capacité de rack/largeur de bande du réseau).</li> </ol>	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
Effet direct 2	La fracture numérique en matière de compétences numériques, d'alphabétisation numérique, d'accès à l'information et de la formation professionnelle est réduite.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. ODD 4.4.1 Proportion de jeunes et d'adultes ayant des compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC), par sexe et par type de compétences.</li> </ol>	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd



<b>Effet direct 3</b>	L'accès aux services numériques pour les citoyens et les entreprises est amélioré et le pays et donc rendu plus attrayant pour les investisseurs.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre d'utilisateurs des services numériques agrégés par sexe et par statut socio-économique.</li> <li>2. Nombre de services numériques spécialisés centrés sur les besoins des citoyens et des entreprises.</li> </ol>	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Effet direct 4</b>	La gouvernance est améliorée basée sur des solutions numériques et le développement d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique, selon les standards européens, est soutenu.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de systèmes d'information des administrations publiques (interopérationnels, interconnectés).</li> <li>2. Nombre d'agents publics formés en matière de nouveaux systèmes d'information et de compétences numériques.</li> <li>3. Existence d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique/l'économie numérique basé sur les standards de l'UE.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Tbd</li> <li>2. Tbd</li> <li>3. Non</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Tbd</li> <li>2. Tbd</li> <li>3. Oui</li> </ol>	Tbd	L'intérêt du gouvernement à établir un cadre réglementaire conforme aux normes de l'UE est maintenu.
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 1</b>	Les réseaux de transmission domestiques en fibre optique sont renforcés et étendus pour pouvoir désenclaver également les zones rurales et la connectivité internationale du Congo été améliorée.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 1</b>	La capacité de traitement et de stockage des données au niveau	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd

	national est renforcée, améliorant la souveraineté des données.					
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 2</b>	La qualité et l'offre de formations professionnelles et d'enseignement supérieur en matière de compétences numériques sont améliorées et l'accès équitable pour des femmes est promu.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 2</b>	La réforme du système éducatif a progressé grâce aux solutions numériques pour une meilleure gouvernance éducative et l'amélioration des services publics liés au enseignement public.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 3</b>	L'accès des citoyens et des entreprises aux services en ligne est amélioré et est plus équitable, notamment grâce à l'introduction de nouveaux services centrés sur les besoins des citoyens et du secteur privé.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 3</b>	Le climat des affaires et des investissements est amélioré grâce à la disponibilité de services numériques spécialisés, à un accès plus facile à l'information et à une plus grande transparence.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 4</b>	La fourniture de services publics est améliorée et plus efficace en	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd

	raison des solutions numériques apportées et d'un renforcement des capacités					
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 4</b>	L'administration publique est plus efficace grâce aux systèmes administratifs interopérables et interconnectés facilitant l'échange électronique de données et simplifiant les procédures administratives	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd
<b>Produit 3 lié à l'effet direct 4</b>	L'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'espace numérique conforme aux normes européennes a été encouragée et la cyber sécurité est améliorée.	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd	Tbd

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour la mise en œuvre de la présente action (composante de *blending*), il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Congo.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente fiche d'action.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>4</sup>.

#### 4.3.1 Contribution à Africa Investment Platform (AIP)

Cette contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chefs de file, désignées dans l'annexe de la présente fiche d'action.

### 4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

## 4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
4.3.1 Contribution à l'Africa Investment Platform (AIP)	15 000 000 EUR	Sans objet
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	Sans objet	Sans objet
<b>Communication and visibility</b> – cf. section 6	Sans objet	Sans objet
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	Sans objet	Sans objet
<b>Totaux</b>	<b>15 000 000 EUR</b>	<b>Sans objet</b>

## 4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Les activités seront mises en œuvre en gestion indirecte avec l'institution financière chef de file ("Lead Financial Institution") sélectionnée. Une liste pré-identifiée des institutions financières est fournie à titre indicatif dans l'Appendice 2.

Un Comité de pilotage rassemblant des représentants de l'UE, du gouvernement de la République du Congo ainsi que d'autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet sera établi, et se réunira au moins une fois par an pour assurer un suivi adéquat de toutes les activités des différents projets. Il est envisagé de tenir des comités de pilotage au niveau technique régulièrement et la fréquence des réunions sera déterminée ultérieurement. Des réunions techniques dédiées seront également organisées pour examiner les conditions préalables pour les activités identifiées, pour vérifier si ces conditions sont remplies et pour lancer des mesures appropriées si ce n'est pas le cas.

Il est envisagé à titre indicatif que l'Agence congolaise des systèmes d'information (ACSI) et les Directions des systèmes d'information (DSI) des différents ministères soient explorées comme entités de gestion et de coordination au niveau des autorités nationales pour les activités liées à la modernisation du système d'information de l'administration. Pour les autres composantes de l'action, les entités de gestion et de coordination des activités au niveau des autorités nationales seront définies lors de l'instruction du projet, en tenant compte des activités spécifiques envisagées.

## 4.7 Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

N/A

# 5 MESURE DE PERFORMANCE

## 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: l'institution de financement du développement sélectionnée est responsable de la collecte, de l'analyse et du suivi des données, et une assistance technique peut être mobilisée à cet effet.

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par le partenaire de mise en œuvre (Institution financière chef de file). L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre de l'interconnexion des systèmes d'information de l'administration publique et du développement du cadre réglementaire. L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Des expertises en matière des droits humains et du genre seront incorporées dans les équipes d'évaluation afin d'évaluer le progrès par rapport à la réalisation de renforcement de la participation des femmes, la lutte contre la fracture genre digitale et la création d'emploi digne et l'accès aux services publique numérisés pour des femmes.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): <Action présente> <Autres Actions>
<b>Niveau Contract</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement individuel prévu (ou contrat) #>

## APPENDICE 2 POUR PROJET EN BLENDING - LISTE INDICATIVE DES LEAD FINANCE INSTITUTIONS (LFI)

(EN MILLIONS D'EUROS - A TITRE INDICATIF)

INTERVENTION	COUT TOTAL	UE (PIM)	Institution financière chef de file sélectionnée	BEI	AFD	BM	BAD	KfW
Projet de blending pour la transformation numérique au Congo	50	15	20					

Banque européenne d'investissement (BEI)

Agence française de développement (AFD)

Groupe de la Banque mondiale (BM)

Banque africaine de développement (BAD)

Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

D'autres partenaires financiers, et le secteur privé, sont susceptibles de contribuer à l'action.